La légitimité et M. de Bismark.

On sait avec quelle persistance les journaux dévoués à la Prusse combattent l'idée d'une restauration royaliste en France. Cette attitude inspire à un correspondant des frontières d'Allemagne des réflexions qui méritent de fixer l'attention :

« On veut M. de Bismark, en faisant attaquer la légitimité par tous les claqu urs patentés et sustentés? Sa combinaison est des plus simples. L'intérêt de sa cause, l'avenir de ses projets, la situation qu'il s'est faite enfin, lui commandant de chercher à dominer la France, et son salut étant dans l'asservissement de la France, de la civilisation française et des intérêts français, a ce qu'on appelle la civilisation prussienne, il continue à vouloir une restauration bonapartiste qu'il sait disposée et seule apte à le satisfaire.

» La légitimité en France étant le seul gouvernement qui puisse faire avorter tous ses projets en barrant le chemin à la politique envahissante de la Prusse, le seul qui puisse aider à la reconstitution du principe d'autorité en Europe et à la reconstitution aussi d'une Allemagne indépendante, le seul enfin qui puisse rendre à la France ce qui lui appartient et lui donner ce qui doit lui appartenir, il importe au chancelier d'employer tous les moyens pour empêcher l'arrivée aux affaires de ce gouvernement.

« Telle est toute l'explication des paroles qu'il prononçait recemment, au sujet de la réunion des forces monarchiques en France, et que des événements prochains démentiront, je l'espère.

« M. de Bismark le sait, et son bonheur serait grand si, un jour, il lui était assuré que le gouvernement de la France n'a plus pour compétiteurs que les grands hommes de l'orléanisme et du bonapartisme. Est-ce à dire qu'il les juge et les tient pour *ex-æquo*? Pas absolument. Ses préférences sont toujours pour le bonapartisme; l'accord est toujours complet de ce côté, et ce parti rend trop de services à la politique du chancelier pour que celui-ci ne lui donne pas la première place dans ses calculs. Puis, il sait mieux, ou tout au moins aussi bien que personne, que le libéralisme des orléanistes ne peut tenir contre le *fameux principe des plébiscites*; il sait que les orléanistes rentrant aux affaires par l'escalier dérobé de la souveraineté populaire, représentée par les députés, ils se condamnent par là et eux-mêmes à en sortir un jour par n'importe quelle porte et à faire la place aux bonapartistes plébiscitaires. Ce n'est qu'une affaire de temps.

« Toutefois, il a cessé d'honorer les orléanistes, de ses dédains, et, jugeant que, momentanément au moins, il pourrait avoir à s'entendre avec eux, il veut bien s'occuper de leurs intérêts; c'est ainsi qu'il a déclaré, dit-on, il y a peu de temps, à une députation que la *fusion ne se ferait pas*. Serait-ce trop d'indiscrétion que de demander quel est l'orléaniste qui a pris la peine d'autoriser M. de Bismark à faire semblable déclaration? »

On paraît croire, dans le monde politique, que la Prusse songe sérieusement, pour parer à l'éventualité d'une alliance future entre la France et l'Autriche, à compléter l'amoindrissement de cette dernière par l'annexion de la Bohême. On ne serait pas embarrassé pour faire naître un prétexte de conflit.

L'Italie a commis beaucoup de méfaits, dans ces derniers temps surtout; on en signale un qui doit être particulièrement constaté.

Les sectionnaires milanais de l'*Internationale* ont offert aux communeux de Paris un asile assuré chez eux; le gouvernement de Florence a devancé leur appel et ouvre, assure-t-on à un journal de Lyon, toutes grandes les frontières des Alpes aux bandits que la France repousse ou recherche, mais que l'Italie accueille avec empressement pour les expédier à Rome.

Cette conduite est en opposition flagrante avec les déclarations officielles et officieuses de M. Visconti-Venosta. Quand ces gens-là écrivent qu'ils feront telle ou telle chose, on peut être certain d'avance que leur phraséologie pompeuse déguise un mensonge.

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du *journal de Roubaix*

Bruxelles, 24 juin

On écrit de Verviers, 24 juin, à l'*Etoile belge*:

En présence de manifestations de l'*Internationale*, qui pourraient se produire demain, le bourgmestre rappelle le réglement communal de 1849 sur les désordres. Outre la gendarmerie et l'arrivée d'une garnison, la garde civique a été appelée sous les armes.

On lit dans le *Nord*:

« Tout fait supposer que la souscription à l'emprunt sera couverte dans la première journée. »

On lit dans l'*Indépendance belge*:

« Toute l'attention de la spéculation se porte vers l'emprunt français, dont le succès paraît certain. »

On lit dans l'*Echo du Parlement*:

« On dit que la maison Rothschild souscrit pour 1,200 millions à l'emprunt français. »

Bruxelles, 24 juin soir.

Le *Journal de Bruxelles* s'exprime comme il suit au sujet du nouvel emprunt français:

«Nous ne ferons que nous répéter en disant que la nouvelle rente française constitue un placement solide et lucratif. Nous avons confiance que la France se relèvera bientôt; et il faut d'autres catastrophes que celles qu'elle a éprouvées pour abattre un pays aussi vigoureux et aussi rempli de ressources.»

Londres, 25 juin.

L'*Observer* publie un programme des orléanistes et des légitimistes dans lequel il est dit: « Si le résultat des élections complémentaires est monarchique, la majorité de l'Assemblée proposera l'établissement d'une Constitution; si cette Constitution est adoptée, la couronne sera offerte au comte de Chambord. Si ce dernier trouve incompatible avec sa dignité d'accepter la couronne, elle sera offerte au comte de Paris. »

Le prince de Joinville et le duc de Chartres sont arrivés hier en Angleterre.

Au banquet annuel du *Cobden club* lord Granville, après avoir fait allusion à la guerre franco-prussienne, dit: Cobden serait peiné d'apprendre que, comme conséquence de la guerre, il est probable que le traité de commerce sera modifié.

» M. Thiers a rendu, récemment, de grands services à la France; il a rétabli la paix et l'ordre, et je crois à son désir patriotique, de maintenir la liberté, d'encourager l'industrie et de relever les finances de la France.

» Toutes les propositions définitives relativement au traité seront prises amicalement en considération par le gouvernement de la Reine. Nous sommes désireux d'être utiles à la France dans son état actuel, qui est temporaire seulement; mais je suis sûr que Cobden se serait opposé à rouvrir des négociations pour un nouveau traité de commerce basé sur un principe rétrograde. »

Lord Granville félicite l'Angleterre et les Etats-Unis d'avoir terminé le différend de l'*Alabama* d'une manière amicale.

On connaît la lettre par laquelle le consistoire de l'église réformée de Paris exprimait, aux membres du chapitre metropolitain, ses sentiments de condoléances au sujet de la mort tragique de Mgr. Darboy. Le membre du chapitre, maître des cérémonies, a remis à M. le pasteur Grandpierre, président du consistoire la réponse suivante:

CHAPITRE DE L'ÉGLISE DE PARIS

Paris, le 9 juin 1871

Très-honorés messieurs,

La lettre que, dans un assentiment de sympathie chrétienne, vous avez bien voulu adresser au chapitre métropolitain de Paris, nous a vivement touchés; c'est pour nous une consolation de vous voir, quoique étrangers à la famille qu'un crime odieux a privée de son père, venir vous associer fraternellement à notre douleur.

Avec toutes les âmes bonnêtes, vous avez horreur de ce lâche assassinat; que serait-ce si, comme nous, vous avez pu apprécier l'illustre victime! L'élévation et la délicatesse de son esprit, la bonté inépuisable de son cœur, la bienveillance qui lui faisait accueillir ceux-là même dont les doctrines n'étaient pas les siennes, lui devaient conquérir le respect et l'affection de tous. Pourquoi donc a-t-il été frappé? Uniquement parce qu'il portait Jésus-Christ dans le cœur et sur les lèvres, parce qu'il était un ministre de Jésus-Christ et qu'il travaillait à faire régner Jésus-Christ dans les cœurs.

Cette haine sauvage de la vérité vous révolte autant que nous, messieurs. Le témoignage que vous venez de faire en est la noble preuve. Croyez que nous en sentons toute la valeur, et veuillez agréer, avec l'expression de notre reconnaissance, celle de nos sentiments respectueux.

Les membres du chapitre métropolitain présents à Paris

LOUVRIER, ch. tit., vic. capit.; MORISOT, chanoine archip être; DÉDOUIN, chanoine; E. DE VALLETTE; l'abbé REBOUL; CHEVNAILLES, chanoine secrétaire, etc., etc.

INFORMATIONS ET NOUVELLES

On écrit de Versailles qu'il y a eu de très-fréquentes entrevues, ces jours-ci, entre M. de Metternich et M. Jules Favre.

L'ambassadeur d'Autriche, à la suite de la plupart de ses entretiens, a été reçu par M. Thiers, chez lequel il a été fréquemment accompagné par le ministre des affaires étrangères.

On lit dans *Paris-Journal*, à propos de la fusion qui tourmente en ce moment tant d'esprits:

« Le duc d'Aumale venant de Londres, est arrivé hier soir à Paris.

« On parle d'une entrevue prochaine des princes d'Orléans avec le comte de Chambord.

» Cette entrevue aurait été demandée collectivement par le duc d'Aumale et le prince de Joinville. »

Paris-Journal est dans l'erreur, dit la *Gazette de France*, lorsqu'il suppose que la visite à M. le comte de Chambord serait faite d'abord par M. le duc d'Aumale et M. le prince de Joinville. M. le comte de Paris et M. le duc de Chartres, qui représentent la branche aînée de la maison d'Orléans, se rendront les premiers auprès de M. le comte de Chambord.

Quelques journaux rapportent que M. le comte de Paris était venu lundi à Versailles; cette nouvelle n'est pas exacte. Ce qu'il y a de vrai, c'est que M. le comte de Paris est attendu à Saint-Germain, d'où il ira à Versailles pour faire visite au chef du pouvoir exécutif et recevoir les membres de la majorité qui ont voté l'abrogation des lois d'exil.

Les agences de *courses* viennent de reparaître à Paris; il paraît évident que ni les révolutions, ni les balles, ni les obus et les incendies ne peuvent rien changer à nos mœurs ni à nos habitudes.

On assure que la personne qui possède la collection la plus complète de tous les journaux qui ont paru sous la Commune est Napoléon III.

Il n'est pas de feuille, pas de canard éphémère dont un libraire, que nous connaissons, n'ait acheté la collection pour Chislehurst.

Le dernier envoi, adressé à l'un des valets de chambre de l'empereur, est parti samedi, composé des derniers numéros de l'*Officiel* et du *Père Duchêne*.

Au Conseil d'Etat, on retrouve sous les décombres beaucoup de cartons remplis de papiers fort importants qui n'ont pas été brûlés.

Il en est même à la Caisse des dépôts et consignations, où l'on déterre beaucoup de titres qui serviront à reconstituer les archives de cet important établissement.

On assure que le prince de Galles va prochainement se rendre à Ems, pour rendre visite aux empereurs d'Allemagne et d'Autriche, qui doivent s'y rencontrer.

On lit dans le *Journal officiel*:

La revue, déjà remise une première fois, doit être encore remise, et elle ne pourra avoir lieu demain, dimanche, comme on l'espérait. Voilà dix jours que des pluies presque continuelles et souvent très violentes ont détrempé le sol, et l'on a reconnu que les troupes ne pourraient demain manœuvrer convenablement sur le champ de courses. L'artillerie, surtout, rencontrerait de véritables obstacles. Aussi, quelque fâcheux que soit le retard sous bien des rapports, il faut le subir. Dès que le temps sera plus beau et que le sol sera raffermi, le jour de la revue sera indiqué.

On peut voir au compte rendu de la séance, qu'une communication a été faite en ce sens à l'Assemblée nationale, par M. Martel, qui occupait aujourd'hui le fauteuil.

Le *Morning Post* assure que les trois quarts de l'emprunt français ont été souscrits en Allemagne.

On dit que l'emprunt est couvert avant d'être ouvert et que ce n'est qu'uniquement pour ne point mécontenter le public qu'on ouvrira les bureaux.

Une lettre reçue de Reims nous informe que les marchandises ne sont plus expédiées pour Paris, jusqu'à nouvel ordre, par le fait des autorités prussiennes, ce qui cause un préjudice considérable au commerce rémois.

Le bilan de la Banque, qui devait être publié vendredi, a dû être ajourné à la semaine prochaine, par suite du retard apporté par une ou deux succursales à envoyer certains détails complémentaires.

La situation de la Banque sera donc mise dans huit jours sous les yeux du public. Les journaux étrangers y trouveront, nous croyons pouvoir en donner l'assurance, le démenti le plus péremptoire aux malveillantes suppositions que l'ajournement forcé de la publication du bilan leur avait suggérées.

Ils y verront notamment que le portefeuille de la Banque, qu'ils élevaient à 800 millions, ne va pas en réalité à la moitié de ce chiffre, et qu'en somme la situation de la Banque n'a rien qui puisse donner même un prétexte à leurs fausses et hypocrites alarmes. (*Semaine financière*)

Un curieux détail rétrospectif.

Depuis le 15 ou le 20 avril jusqu'au jour de l'entrée des troupes dans Paris, le chef du Pouvoir exécutif a reçu tous les matins, le compte-rendu très exact et très détaillé des comités *secrets* de l'Hôtel-de-Ville.

C'est un agent de la sûreté qui allait les chercher tous les jours à Saint-Denis, où ils étaient envoyés par un membre de la Commune, dont la conscience s'était prêtée — moyennant finances — à cet arrangement. Le lieu de rendez-vous était un cabaret de la rue Basse Echalas, à proximité de la gare. Le faux frère y allait lui-même tous les dix ou douze jours pour toucher ses *appointements*.

Quant au nom de ce délateur? — Cherchez parmi les membres de la Commune qui n'ont pas encore été arrêtés...

Dans beaucoup d'usines et de grands ateliers de Paris, l'usine à gaz et l'usine Cail, entre autres, un nombre considérable d'ouvriers signalés pour leur participation à la guerre civile, ont été arrêtés depuis quelques jours.

Il en est de même dans certains magasins de nouveautés.

Il est vrai que ces guerriers de pacotille avaient pour la plupart sacrifié à l'amour du galon et de la botte molle qui devaient faire ressortir leurs agréments physiques, car sur dix inculpés, on en trouve neuf ayant trahi

Des sabres qu'au besoin, ils savaient avaler.

Les manœuvres séparatistes se continuent dans la Haute-Savoie.

On signale des désordres à Chambéry.

On ne lira pas sans effroi les informations suivantes de la *Patrie*:

« La principale entrée des Catacombes, rue Dareau, 84, est toujours gardée par un poste de soldats de la ligne. Le motif de cette surveillance est d'empêcher les communeux et autres gens mal intentionnés d'y pénétrer. Le génie militaire y fait exécuter, au reste, des travaux considérables, ou plutôt il préside à la réparation des dégâts que les incendiaires de la Commune y avait occasionnés pour établir de torpilles, des mines et autres engins de destruction.

« Les plafonds des catacombes étaient tapissés de fils de fer qui communiquaient entre eux jusqu'à l'extérieur et qu'il a fallu couper avec de grandes précautions. La plupart des pilliers étaient minés dans toute la région souterraine qui s'étend de la barrière d'Enfer jusqu'à la rue Vaugirard et le Panthéon, de sorte que, par suite d'une explosion, tous ces quartiers auraient été enfouis sous terre. On consolide maintenant ces piliers de soutènement. Enfin, on a mis à découvert des barils de poudres et des bombes qu'on avait placés de distance en distance pour faire sauter, à un moment donné, tous les travaux qui constituent ces souterrains. »

Garibaldi vient, nous assure-t-on, d'écrire à Gambetta un lettre dans laquelle il lui conseille de se retirer de la politique, et lui offre l'hospitalité à Caprera.

M. Thiers, qui demandait d'importantes réductions sur les budgets de tous les ministères, fera exception pour celui de la guerre.

On sait, en effet, que le chiffre de ce budget, à cause de la prochaine réorganisation de l'armée, est essentiellement provisoire, et qu'il est impossible de rien fixer maintenant.

Ceux des cuirassiers de Reichshoffen qui ont échappé à la mort rentraient hier matin à Paris par le chemin de fer de l'Est. Ils arrivaient de Glogau (Silésie). Prisonniers depuis neuf mois, ils ont subi les plus mauvais traitements. On n'a pas changé la paille sur laquelle ils couchaient pendant leur longue captivité. Détail plus grave encore: Des lettres leur parvenaient de France, annonçant l'envoi de mandats, et les lettres avaient été ouvertes et les mandats soustraits.

A Strasbourg, leur arrivée a été une véritable fête pour la population; les habitants leur ont prouvé que leur cœur était toujours français.

Le 3e cuirassier va prendre garnison à Abbeville.

Nous avions annoncé, d'après un journal, que M. Lachaud s'était chargé de la défense de Rochefort. Cet avocat écrit au *Gaulois* pour démentir le fait. Rochefort l'avait fait appeler. M. Lachaud s'est rendu auprès de lui, mais il ne s'est pas chargé de sa défense. Le motif de son refus est « qu'il garde fidèlement ses croyances et ses affections. » (?)

C'est M. Albert Joly, du barreau de Versailles, qui défendra Rochefort.

L'Angleterre vient de perdre l'une de ses illustrations littéraires, M. Georges Grote, vice-chancelier de l'université de Londres et l'auteur bien connu d'une remarquable *Histoire d'Grèce*. M. Grote était le fils d'un riche banquier de Londres. Dans sa jeunesse, il joua un rôle politique et représenta la Cité au Parlement.

Il est mort âgé de 77 ans et entouré de l'estime universelle. Il était membre de l'Institut de France et associé de l'Académie royale de Belgique.

LES COMMUNARDS DE LONDRES

Il y a deux jours, dans Sussex Hall, Bouverie street, a été tenu un meeting ayant pour objet d'exprimer des sympathies pour les communeux réfugiés en Angleterre et de protester contre la conduite des troupes de Versailles. On lit des lettres de MM. C. W. Dilke, baronnet, et Whalby, membre de la Chambre des communes, exprimant leur regret de ne pouvoir pas assister au meeting.

M. Johnson propose la première résolution ainsi conçue: « Le meeting est d'avis que le gouvernement de Versailles a outragé l'humanité par les horribles atrocités qu'il a fait commettre *sur nos frères et nos sœurs de Paris*, et le gouvernement anglais n'ayant pas protesté contre ces atrocités et n'ayant pas rappelé l'ambassadeur d'Angleterre, est devenu complice de *ces crimes*. »

« Les ouvriers qui, depuis la chute de la Commune rougissent d'elle, sont à blâmer. *La Commune avait parfaitement le droit de faire*

...ose. Je connais un peu mistress Jones, la première femme de milady; c'est une bonne personne, pas fière, obligeante, qui parle avec tout le monde; je lui demanderai si elle ne peut pas nous aider dans cette affaire. — Et la robe sera pour vous, voisine, dit Jenny avec un accent de jalousie; vous avez toujours eu du bonheur, vous! — Oui, murmura Alison; mistress O'Flanagan fait la pauvre, mais toutes les prospérités lui viennent l'une après l'autre; ce n'est pas elle pourtant qui pleurerait les morts gratis ou qui donnerait un verre de wisky à crédit! — Allons, allons, voisine, dit la cabaretière d'un ton aigre doux, ne nous querellons pas en présence de ces messieurs, qui sont des gens civils et bien élevés; aussi bien, voilà leur souper prêt, et ils désirent sans doute prendre leur repas en liberté... Bonsoir donc, voisines; je ne tiens pas la robe encore, mais j'ose dire que si je l'obtiens, je l'aurai méritée mieux que vous; car, grâce à Dieu il n'y a rien à dire contre la veuve O'Flanagan, pas même qu'elle est envieuse et mauvaise langue, comme bien d'autres.

En même temps elle éconduisait, sans trop de cérémonie, les deux harpies, qui se retirèrent en grommelant et donnant sans doute d'importance *leur tuer une amie* dès qu'elles se trouvèrent [illegible].

Les voyageurs soupèrent en silence, à la lueur d'un méchant bout de chandelle que l'hôtesse venait d'allumer. Kennedy mangea avec appétit; son maître, au contraire, ne toucha pas aux mets servis devant lui, la cuisine peu délicate de mistress O'Flanagan n'étant peut-être pas de son goût. Le repas fini, ils entrèrent dans la chambre voisine, où ils devaient coucher auprès de leurs ballots, et la veuve, après avoir soupé de ce qu'ils avaient laissé, se coucha à son tour.

Pendant quelques heures encore on entendit un chuchotement dans la pièce où s'étaient retirés les étrangers; puis la porte de leur chambre, qui donnait sur la campagne, s'ouvrit doucement, et l'un des voyageurs sortit pour ne rentrer que fort avant dans la nuit.

Il n'était pas facile d'imaginer quel but pouvait avoir cette promenade. Cependant un paddy de Neath, qui était allé la veille à une ville voisine chercher l'aumône d'un shelling, et qui voyagea toute la nuit pour revenir à Neath, assura plus tard avoir vu sortir du cimetière de Rhefeart une ombre noir qui, comme lui, se dirigeait vers le village. Le pauvre homme, assailli de craintes superstitieuses, eût voulu fuir et revenir sur ses pas, mais la fatigue l'accablait; d'ailleurs, le misérable secours qu'il apportait était attendu à son cottage, où l'on souffrait de la faim, et le moindre retard pouvait avoir des suites funestes. En dépit de ses terreurs, il suivit donc l'ombre, et ses pieds nus ne produisant aucun bruit sur la route rocailleuse, il put s'en approcher plusieurs fois de très-près. On eût dit un homme de haute taille, enveloppé d'un manteau, le visage caché sous un large feutre. De temps en temps, il s'arrêtait; alors on entendait, au milieu du silence de la nuit, des soupirs et des sanglots.

Arrivé en face de la grille de Stone-House, il fit une halte plus longue que toutes les autres, si bien que le paddy fut obligé d'attendre longtemps pour continuer sa route, n'osant prendre le pas sur cet être mystérieux. Enfin, l'ombre gravit rapidement la grand'rue du village; parvenue à la mense catholique, elle se mit à genoux sur le seuil, et on entendit de nouvelles plaintes, de nouveaux gémissements. Puis, se levant comme avec effort, elle s'avança vers l'église en ruines de Saint-Patrick et disparut derrière les décombres. Le paddy rentra à son cottage, et il demeura persuadé qu'il avait vu le spectre d'un des anciens défenseurs de l'Irlande, à qui Dieu permettait de venir ainsi pleurer la nuit dans les lieux où il avait sans doute vécu et souffert.

Quoi qu'il en fût de ce récit, le jour était déjà haut le lendemain quand les deux colporteurs sortirent de leur chambre. Kennedy se montrait toujours gai et alerte; mais son maître, M. Foster, avait le teint pâle, les yeux rouges et fatigués. Ils trouvèrent dans la pièce principale du cottage mistress O'Flanagan, qui, vêtue de ses habits les plus propres, semblait rentrer d'une excursion matinale.

— Cherchez bien vite la robe que vous avez promise, bons gentlemen! s'écria la cabaretière rayonnante de joie et d'orgueil; j'ai réussi: vous verrez milady. — Comment! s'écria impétueusement Foster, vous avez obtenu pour nous l'entrée au château? — Pas tout à fait au château, Votre Honneur, mais c'est tout comme; vous allez voir: je suis donc allée ce matin trouver mistress Jones; je lui ai exposé que vous veniez d'arriver dans le pays avec une balle remplie des plus belles choses du monde et que vous désiriez montrer vos marchandises à milady. D'abord, mistress Jones m'a répondu que c'était impossible; que milady avait expressément défendu de laisser entrer à Stone-House des personnes inconnues, qu'elles fussent du pays ou non. Cependant j'ai tant insisté qu'elle a fini par céder. « Ma chère mistress O'Flanagan, m'a-t-elle dit d'un air gracieux, je veux faire quelque chose pour vous. Ecoutez: ma maîtresse m'a ordonné de préparer ce matin le thé au pavillon des Ruines; elle y viendra avec une seule personne, sans doute quelque dame de ses amies; que vos colporteurs s'y rendent par la petite porte du parc, j'aurai soin de la laisser ouverte. Ils me trouveront au pavillon et ils pourront déballer leurs marchandises, d'autant plus que j'ai moi-même besoin de différents objets qu'on ne procure difficilement par ici. Milady, je l'espère, ne se fâchera pas et peut-être se laissera-t-elle tenter par l'occasion. Vous le voyez, a-t-elle ajouté, l'aimable dame! je me commets, pour vous; mais vous avez été pleine d'égards lorsque ma maîtresse et moi nous étions à Neath, chez M. Bruce, dans de fâcheuses circonstances, et je veux vous prouver que je n'ai pas oublié vos bons offices. » J'ai bien remercié mistress Jones, comme vous pouvez croire, et je suis accourue vous porter cette excellente nouvelle. Mais il n'y a pas de temps à perdre; faites vite un ballot de vos articles les plus précieux, et je vous conduirai moi même à la petite porte du parc... — Je la connais, dit Foster d'un air pensif; c'est un lieu funeste et qui rappelle de douloureux souvenirs! — Vous la connaissez? demanda mistress O'Flanagan avec surprise. — Eh! ne devons-nous pas nous informer des plus petits détails pour réussir dans notre profession? dit Kennedy avec empressement; mais vous êtes une brave femme, mistress O'Flanagan; suivez-moi donc dans l'autre pièce, vous choisirez vous-même la robe qui vous conviendra le mieux... oui... et vous aurez de plus quelques aunes de linon pour faire une coiffe, puis un châle pour vous garantir du froid l'hiver prochain. — Une coiffe! un châle! s'écria la cabaretière transportée, oh! je serais trop riche, Votre Honneur; c'est pour le coup que Jenny et Alison me reprocheraient d'accaparer tout le bonheur de la paroisse! Eh bien, avec votre permission, le châle sera pour Alison et la coiffe pour Jenny, elles me semblent parfois un peu méchantes, j'en conviens, mais ce sont de